

UPS Canada
Sondage réalisé auprès de PME

Septembre 2010



Points traités

1. Façon de procéder

2. Sommaire

3. Résultats du sondage

Façon de procéder

Support

Un sondage a été réalisé en ligne entre le 31 août et le 13 septembre 2010.

Critères des répondants

Le sondage a été mené auprès de dirigeants de PME comptant au moins 10 employés au Canada. Des critères avaient été déterminés afin d'assurer que les entreprises sondées œuvraient dans différents secteurs, notamment : hospitalité, tourisme, construction, ingénierie, fabrication, vente en gros, services professionnels ou aux entreprises, TI, télécommunications.

Fiabilité

Un échantillon national de 300 répondants a permis d'établir un échantillonnage aléatoire dont la marge d'erreur maximale est de plus ou moins 5,7 %, 19 fois sur 20.

Points traités

1. Façon de procéder

2. Sommaire

3. Résultats du sondage

Sommaire

Les dirigeants de PME canadiennes pensent que le Canada a le potentiel d'occuper une place importante sur le marché mondial et que cela pourrait être une réalité dans les dix prochaines années. De plus, six répondants sur dix sont d'avis que les échanges commerciaux avec des entreprises d'ailleurs qu'en Amérique du Nord sont avantageux.

Malgré ces affirmations, la plupart des personnes sondées n'investiraient pas dans l'internationalisation de leur entreprise et bon nombre d'entre elles ignorent l'existence d'organisations pouvant les aider à percer le marché international.

De plus, la moitié des répondants ne manifestent aucun intérêt à effectuer des échanges commerciaux avec l'Union européenne, et ce, même si une entente de libre-échange venait à être conclue. Ceux-ci croient d'ailleurs que le Canada devrait imposer des tarifs à l'importation afin de décourager les exportateurs étrangers qui cherchent à accéder au marché canadien et de faire concurrence aux entreprises canadiennes.

La plupart des dirigeants de PME pensent que pour soutenir le rythme actuel de croissance économique, le gouvernement du Canada devrait réduire le déficit et la dette du pays et réduire ou éliminer les taxes sur les produits de consommation. En ce qui a trait au niveau actuel de compétitivité, les trois quart des répondants croient que les entreprises auraient intérêt à investir dans les technologies pour améliorer leur productivité.

Le quart des entrepreneurs soutiennent que la faible population du pays empêche le Canada de devenir une puissance économique; alors que le cinquième d'entre eux croient que ce sont les politiques gouvernementales qui en sont la cause.

Points traités

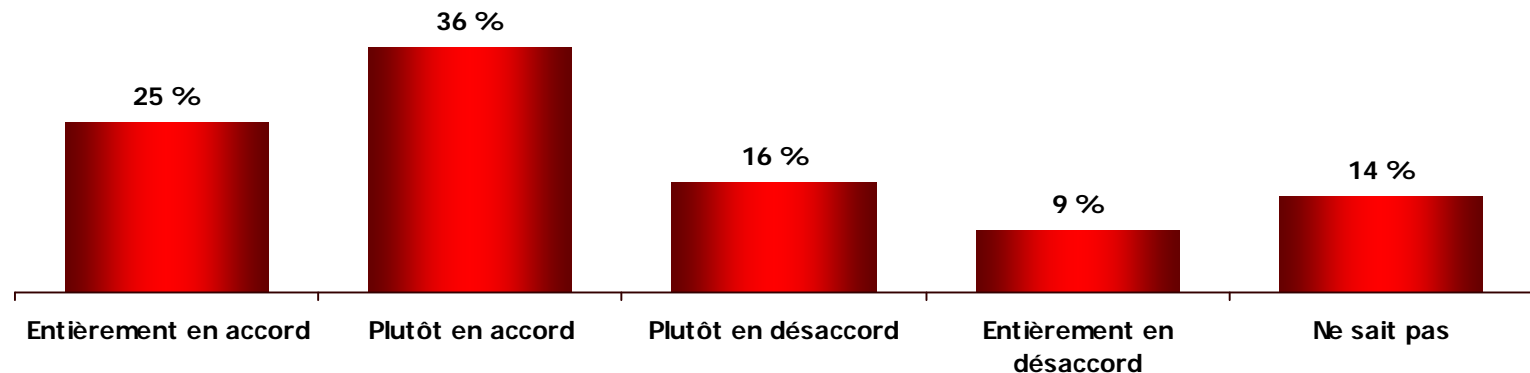
1. Façon de procéder

2. Sommaire

3. Résultats du sondage

Les échanges commerciaux à l'extérieur de l'Amérique du Nord sont profitables

- ▶ Six entrepreneurs canadiens sur dix sont d'avis qu'il est avantageux de faire affaire avec des entreprises à l'extérieur du continent (61 %). Parmi ceux-ci, 25 % sont entièrement en accord avec ces propos.
- ▶ Situation géographique
 - ▶ Les dirigeants de PME dans les provinces de l'Atlantique (84 %) sont plus susceptibles de tirer profit des échanges commerciaux effectués avec des entreprises situées à l'extérieur de l'Amérique du Nord que ceux de la Colombie-Britannique (50 %), de l'Ontario (64 %) et du Québec (52 %).
 - ▶ Les PME dont le chiffre d'affaires est supérieur à 5 millions de dollars tendent plus à être en accord (74 %). Il en va de même pour les PME œuvrant dans le secteur de la vente en gros (72 %).

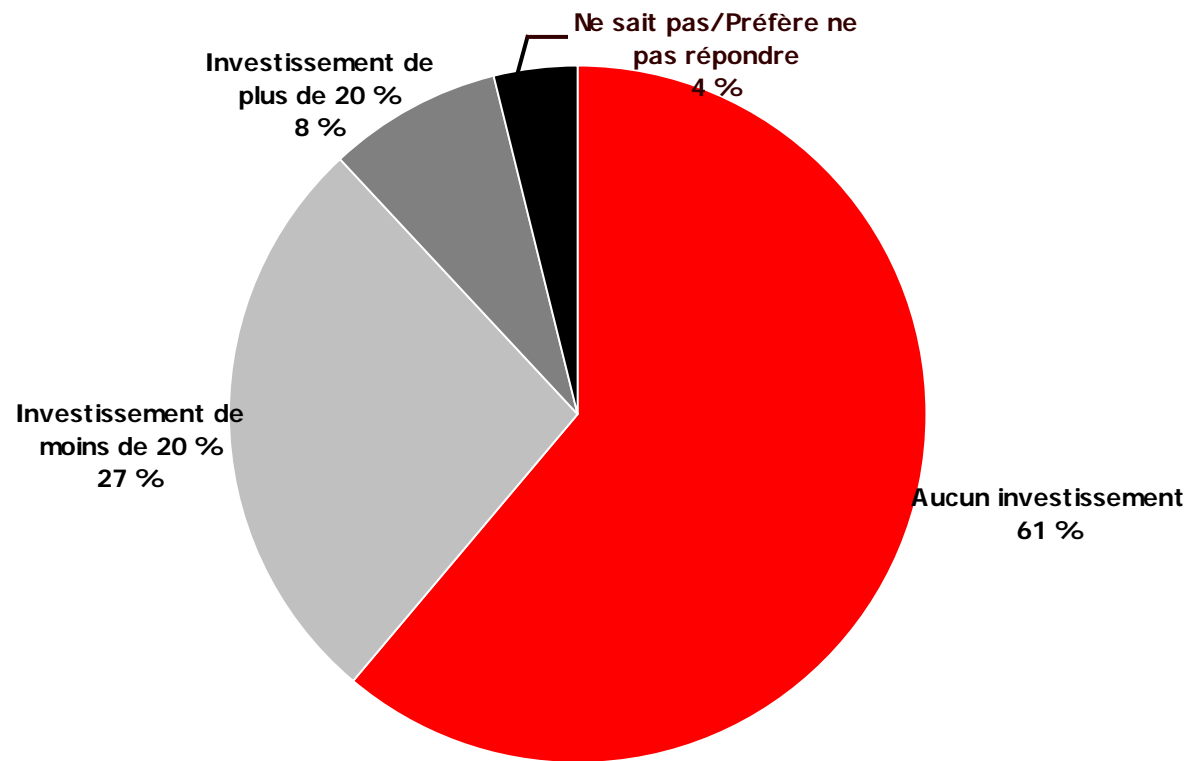


Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou non avec l'énoncé suivant :

« Il est rentable de faire affaire avec des entreprises à l'extérieur de l'Amérique du Nord. » n=300

La plupart des dirigeants de PME ne veulent pas investir en vue d'internationaliser leur entreprise

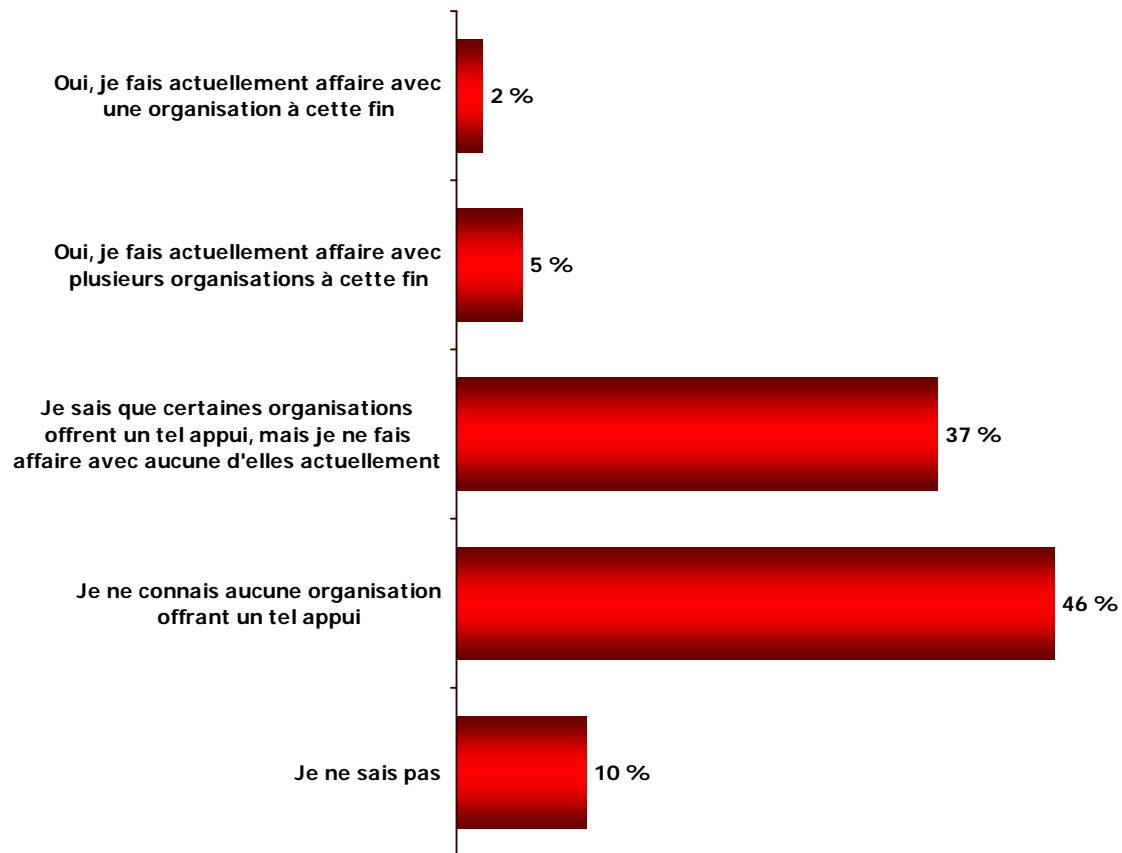
- ▶ Approximativement trois propriétaires de PME sur dix (27 %) seraient prêts à investir moins de 20 % de leur capital pour percer le marché international. La majorité des personnes sondées ont toutefois répondu qu'elles ne consacraient aucun de leurs capitaux à l'internationalisation de leur entreprise (61 %).
- ▶ Seulement un répondant sur dix envisagerait d'investir 20 % ou plus de ses capitaux pour effectuer des échanges à l'échelle mondiale.



Quel pourcentage des capitaux que vous réservez aux investissements commerciaux consacreriez-vous à l'internationalisation de votre entreprise? n=300

L'existence d'organisations pouvant aider les PME à étendre leurs activités au-delà des frontières est ignorée

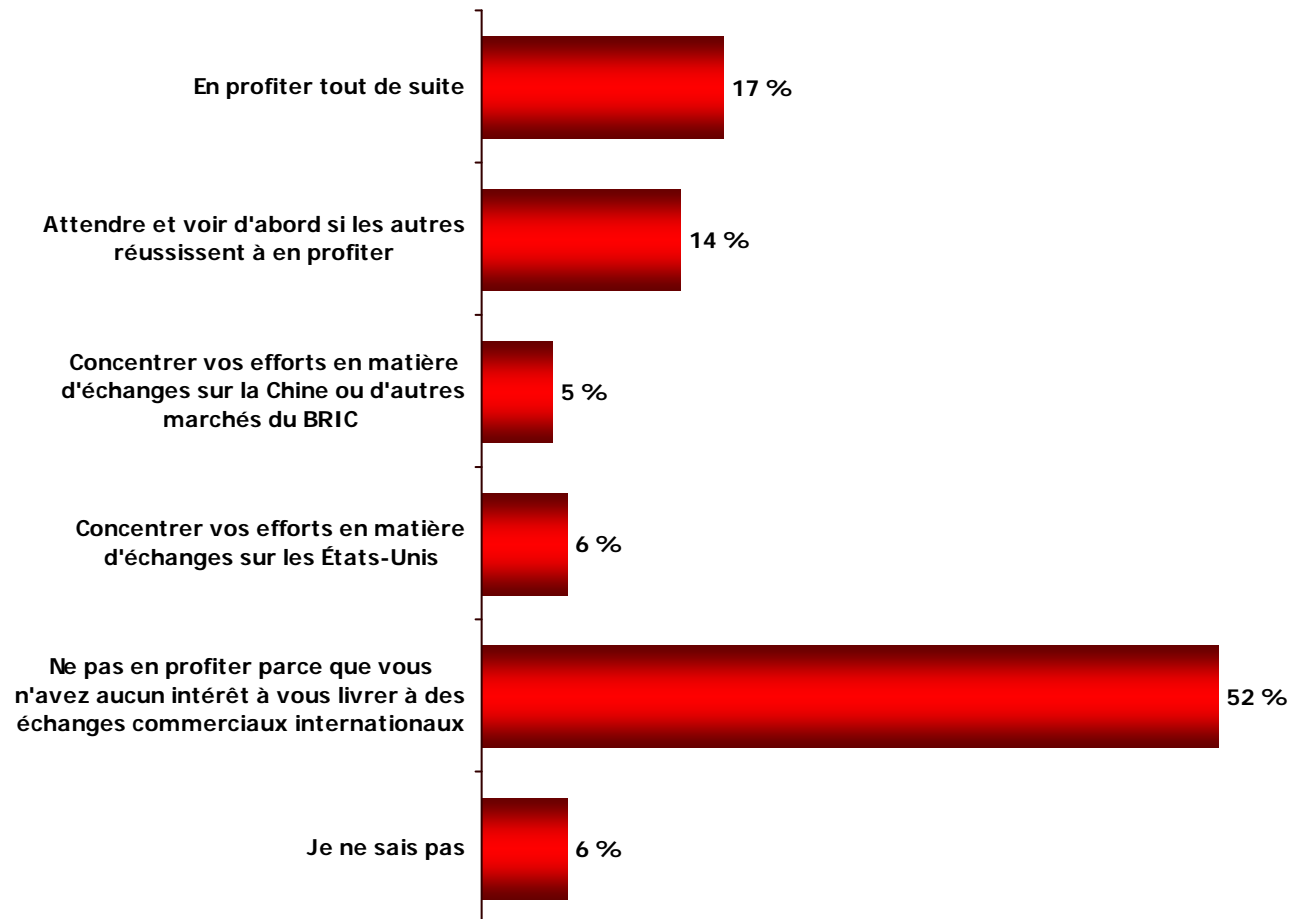
- ▶ Près de la moitié des entrepreneurs sondés ne savent pas que des entreprises peuvent les aider à percer le marché international (46 %).
- ▶ Parmi ceux qui n'ignorent pas l'existence de telles organisations (44%), moins de 7 % se prévalent des services de une ou plusieurs de ces entreprises.



Utilisez-vous actuellement un levier financier offert par des organisations canadiennes (privées ou publiques) afin d'étendre plus facilement vos activités à des marchés internationaux? n=300

Les échanges commerciaux avec l'Union européenne ne sont pas prisés

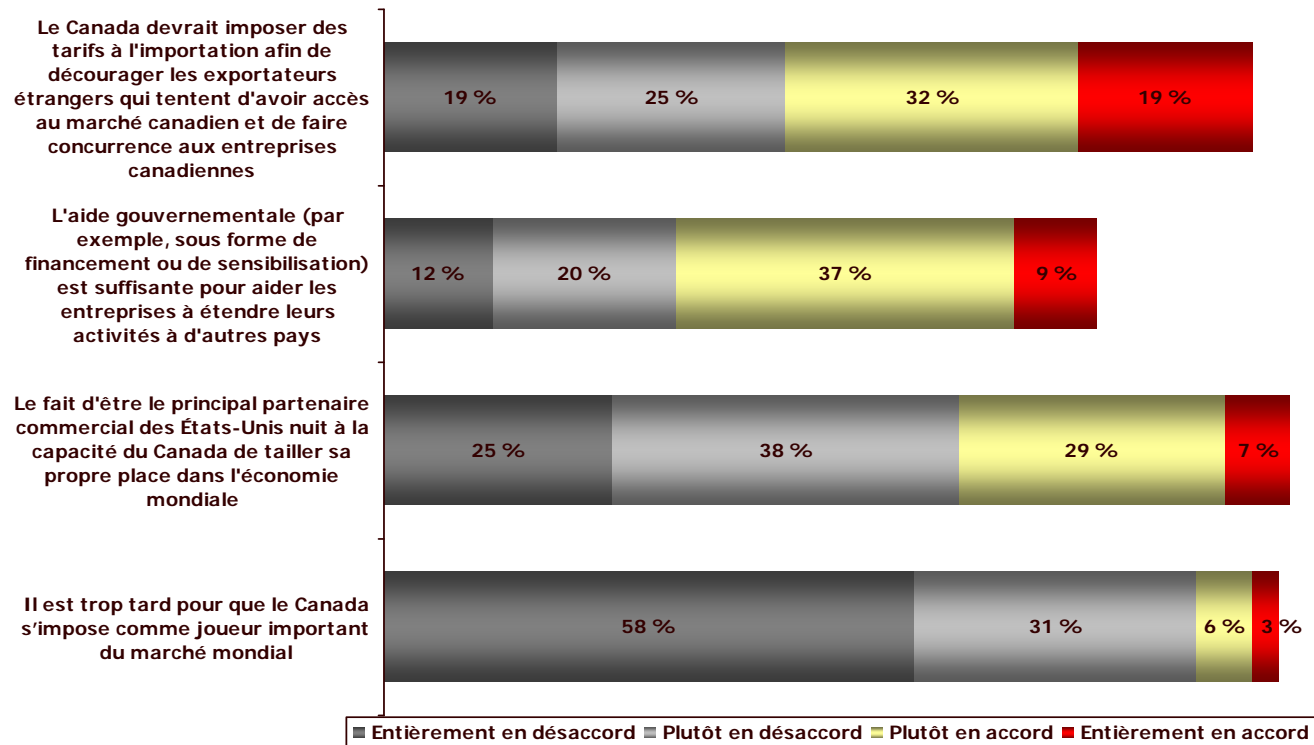
- ▶ Un entrepreneur sur cinq affirme qu'il étendrait ses activités outre-mer si une entente de libre-échange était conclue entre le Canada et l'Union européenne (17 %). La majorité des répondants avouent toutefois qu'ils ne tireraient pas profit d'une telle entente, parce qu'ils ne le souhaitent tout simplement pas (52 %).
 - ▶ Les dirigeants d'entreprises qui œuvrent dans le domaine de la vente en gros sont plus susceptibles de répondre qu'une entente entre le Canada et l'Union européenne ne les avantagerait pas (68 %).



Si le Canada parvenait à signer une entente de libre-échange avec l'Union Européenne, auriez-vous tendance à : n=300

Le Canada a la capacité d'occuper une place importante dans l'économie mondiale

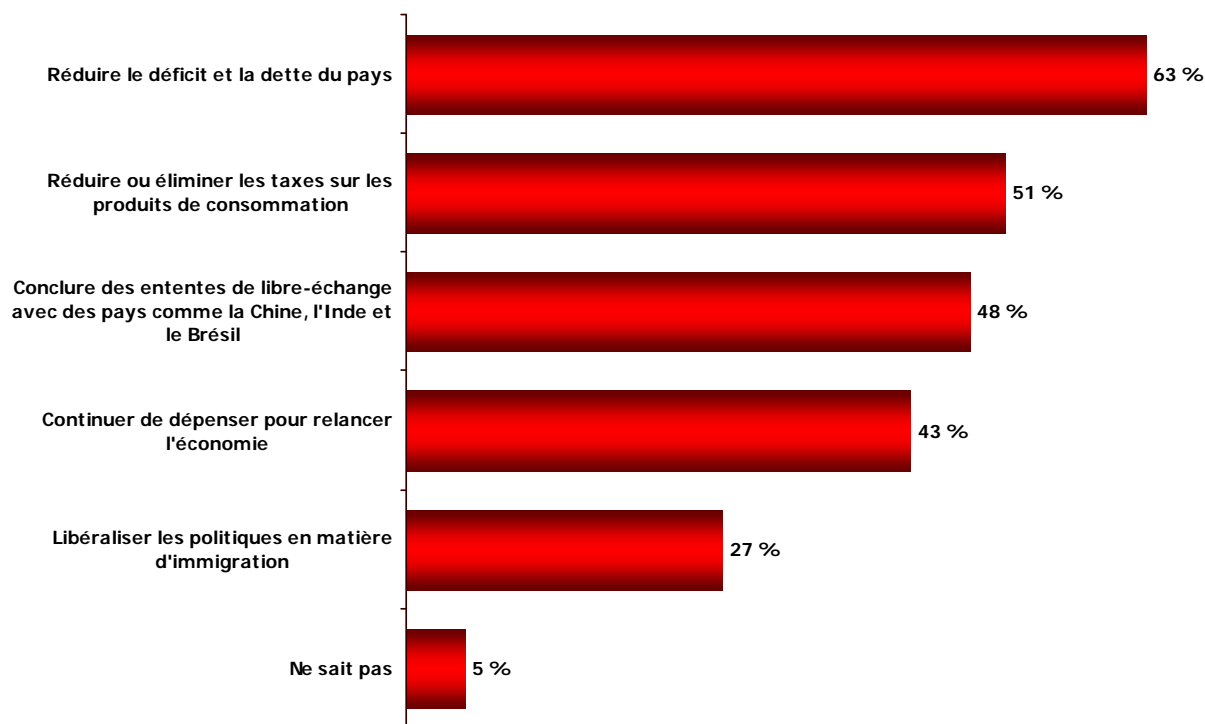
- ▶ Les dirigeants de PME croient que le Canada pourrait jouer un rôle dans l'économie mondiale. Alors que 63 % des répondants pensent que le fait d'être le principal partenaire commercial des États-Unis n'empêche pas le Canada de tailler sa propre place dans l'économie mondiale, 89 % ne pensent pas qu'il est trop tard pour que le Canada s'impose comme joueur important du marché mondial.
- ▶ L'opinion relative à l'ouverture du Canada aux exportateurs étrangers est partagée. En effet, 51 % des personnes sondées croient que le Canada devrait imposer des tarifs à l'importation afin de décourager les exportateurs étrangers qui tentent d'avoir accès au marché canadien et de faire concurrence aux entreprises canadiennes.
- ▶ Bien que 46 % des dirigeants de PME sont d'avis que le soutien gouvernemental est suffisant pour aider les entreprises à percer le marché international, près du quart ne sont pas certains qu'un tel appui existe.



Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants? n=300

La réduction du déficit et de la dette du pays favoriseraient la croissance économique

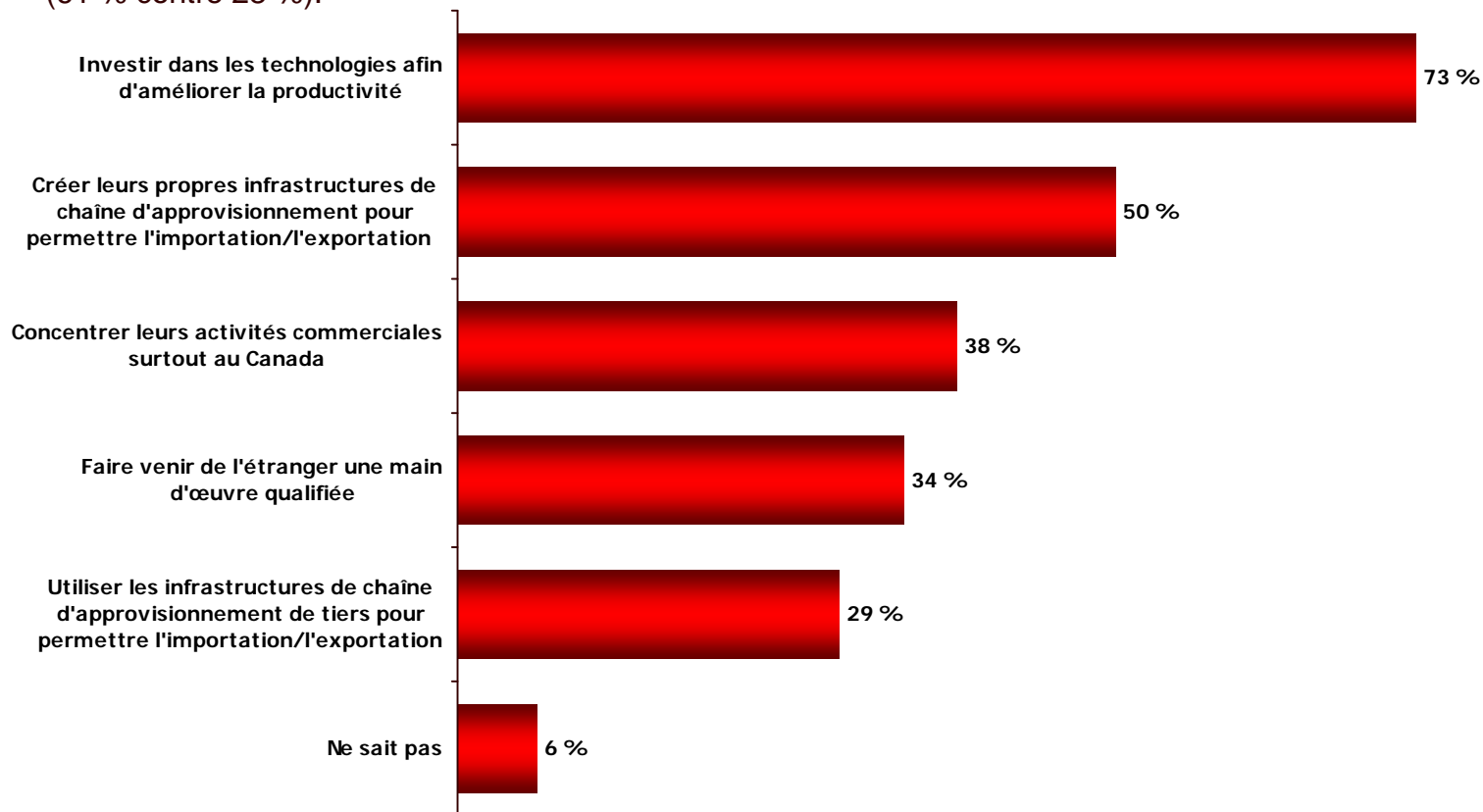
- ▶ Six dirigeants de PME sur dix sont d'avis que le gouvernement canadien devrait réduire le déficit et la dette du pays pour entretenir le rythme actuel de croissance économique (63 %).
- ▶ D'autres répondants pensent plutôt que le gouvernement devrait réduire ou éliminer les taxes sur les produits de consommation, conclure des ententes de libre-échange avec la Chine, l'Inde et de Brésil et continuer de dépenser pour relancer l'économie.
- ▶ Trois sur dix croient que les politiques en matière d'immigration devraient être plus libérales.
 - ▶ Les répondants en Alberta (67 %) sont plus susceptibles de privilégier la ratification d'ententes de libre-échange entre le Canada et la Chine, l'Inde et le Brésil que ceux de l'Ontario (46 %), de la Colombie-Britannique (40 %) et des provinces de l'Atlantique (36 %).



Quelles mesures le gouvernement canadien devrait-il prendre afin d'entretenir le rythme actuel de croissance économique? n=300

Les PME devraient investir dans les technologies

- ▶ Pour entretenir le niveau actuel de compétitivité du Canada, sept dirigeants sur dix s'entendent pour dire que les entreprises gagneraient en productivité si elles investissaient dans les technologies (73 %). La moitié des répondants pensent, quant à eux, que les PME devraient créer leurs propres infrastructures de chaîne d'approvisionnement pour permettre l'importation et l'exportation.
- ▶ Les dirigeants de PME en Ontario sont plus susceptibles de dire que les entreprises devraient se concentrer sur la création de leurs propres infrastructures de chaîne d'approvisionnement pour permettre l'importation et l'exportation, comparativement à ceux des provinces de l'Atlantique (59 % contre 28 %) et ceux de l'Alberta (61 % contre 28 %).



Quelles mesures les entreprises devraient-elles prendre afin d'entretenir le niveau actuel de compétitivité du pays? n=300

La faible population du Canada et ses politiques gouvernementales empêchent le pays de devenir une puissance économique mondiale

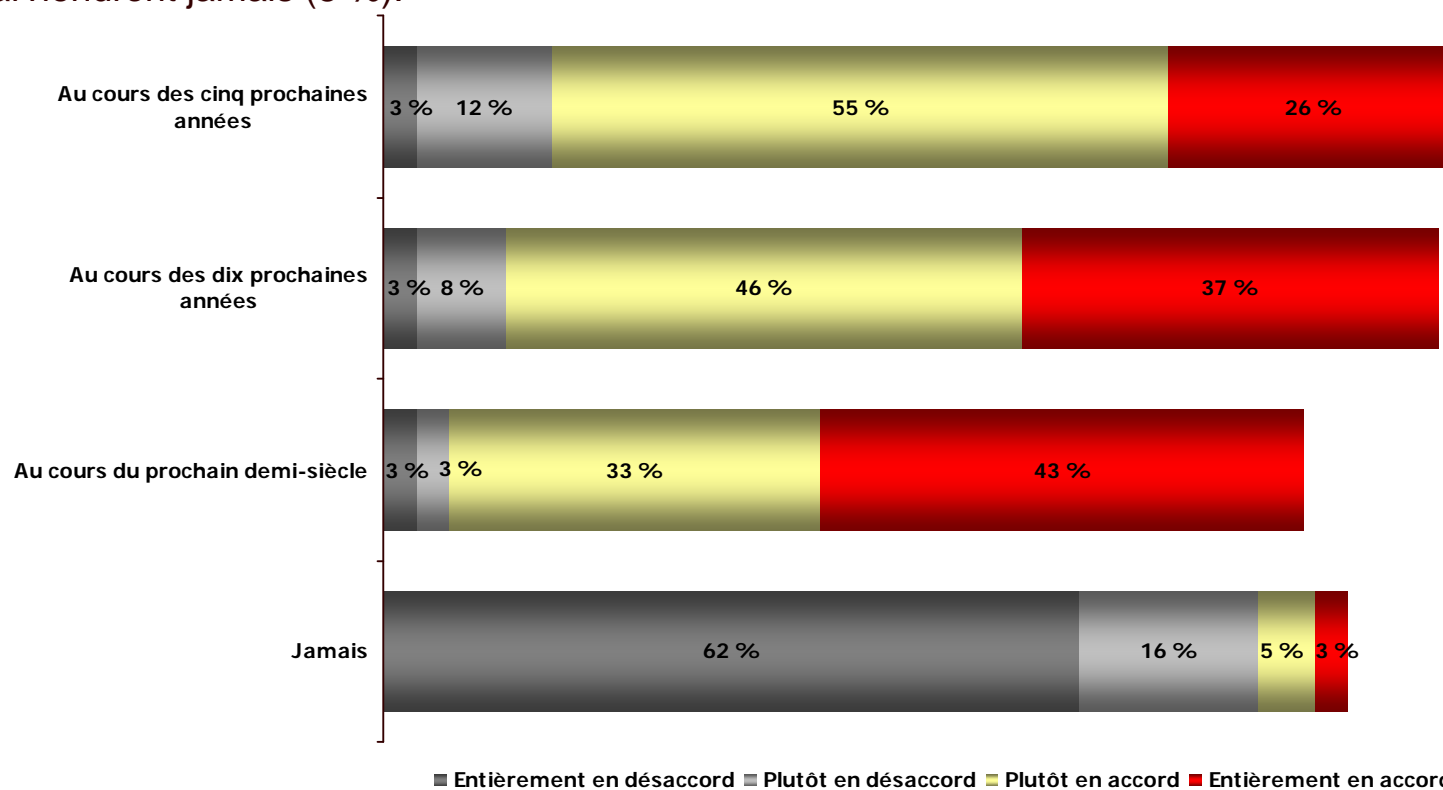
- ▶ La faible population du Canada et les politiques gouvernementales sont les raisons les plus souvent citées pour expliquer que le Canada ne figure toujours pas parmi les puissances économiques mondiales (25 % et 21 % respectivement).
- ▶ D'autres répondants ont mentionné leur contentement face à l'expansion de leur entreprise sur les marchés internationaux et le fait que le Canada vit dans l'ombre des États-Unis comme raisons.
 - ▶ Les dirigeants de PME au Québec, en Colombie-Britannique et en Ontario (27 %, 25 % et 24 %) sont plus susceptibles de croire que ce sont les politiques gouvernementales qui empêchent le Canada de devenir une importante puissance économique, comparativement aux propriétaires de PME dans les Prairies (7 %).



À quel facteur attribuez-vous le fait que le Canada ait été incapable, à ce jour, de devenir une puissance économique importante à l'échelle mondiale? n=300

Le Canada pourrait faire concurrence aux grandes puissances économiques mondiales dans cinq ans

- ▶ Les quatre cinquièmes des répondants s'entendent pour dire que les entreprises canadiennes ont ou auront la capacité de rivaliser avec les plus importantes puissances économiques mondiales dans les cinq prochaines années. Une proportion légèrement supérieure des répondants pensent plutôt que le Canada pourra se hisser à ce niveau dans les dix prochaines années (83 %).
- ▶ Seulement un dixième des personnes sondées pensent que les entreprises canadiennes n'y parviendront jamais (8 %).



Dans quelle mesure êtes-vous en accord avec l'idée selon laquelle les entreprises canadiennes ont ou auront la capacité de faire concurrence à de grandes puissances économiques mondiales? n =300